



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

avis 62.516/2
du 18 décembre 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'

RAAD VAN STATE afdeling Wetgeving

advies 62.516/2
van 18 december 2017

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'

Le 20 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 décembre 2017.

*

Op 20 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 december 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 10 de la loi du 10 avril 2014 'portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins' dispose comme suit :

« Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de tout ou partie de chacun des articles de la présente loi et de chacune des dispositions insérées par la présente loi dans le Code de droit économique ».

Comme le projet ne fixe la date d'entrée en vigueur d'aucun article ou partie d'article de cette loi du 10 avril 2014 ni d'aucune disposition insérée par cette loi dans le Code de droit économique, le premier alinéa du préambule doit être omis.

2. L'article XI.253 du Code de droit économique est remplacé par l'article 48 de la loi du 8 juin 2017 'transposant en droit belge la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur'. Il est prévu que cet article 48 entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018 en vertu de l'article 11 de l'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'organisation administrative et comptable, au contrôle interne, à la comptabilité et aux comptes annuels des sociétés de gestion d[e] droits d'auteur et de droits voisins ainsi qu'aux informations que celles-ci doivent fournir', dont le projet fait l'objet de l'avis n° 62.517/2 donné ce jour. L'objet de l'article XI.253, § 2, alinéa 4, actuel, du Code sera réglé par l'article XI.265, alinéa 4, du même Code, remplacé par l'article 68 de la loi du 8 juin 2017, également appelé à entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018 en vertu de l'article 11 de cet arrêté royal dont le projet fait l'objet de l'avis n° 62.517/2 donné ce jour.

Il en résulte qu'il n'y a pas lieu de viser l'article XI.253, § 2, alinéa 4, actuel du Code de droit économique à l'alinéa 3 du préambule. Il ne convient pas davantage de viser l'article XI.265, alinéa 4, du même Code, qui correspond à son article XI.253, § 2, alinéa 4, actuel, dès lors que cet alinéa 4 prévoit une habilitation au Roi qui n'est pas mise en œuvre par le projet à l'examen. Il est renvoyé sur ce point à l'observation n° 2 formulée sur le dispositif.

DISPOSITIF

1.1. Il résulte du dossier, et notamment du préambule du projet, que l'intention de l'auteur de celui-ci consiste notamment à reporter au 1^{er} janvier 2019 l'entrée en vigueur des articles XI.212 à XI.214 du Code de droit économique, insérés par l'article 3 de la loi du 19 avril 2014 'portant insertion du Livre XI 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code', en ce qui concerne la rémunération équitable pour l'exécution publique et la radiodiffusion de films visée à l'article XI.213 du même Code, tout en maintenant l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 des mêmes dispositions pour ce qui concerne les utilisations de phonogrammes, comme il est prévu à l'article 1^{er}*quinquies* de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, □Propriété intellectuelle□ dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'.

La méthode suivie pour traduire cette intention n'est pas adéquate¹ dès lors qu'en égard au remplacement complet de l'article 1^{er}*quinquies* de l'arrêté royal du 19 avril 2014, précité, par l'article 1^{er} du projet à l'examen avant l'entrée en vigueur des articles XI.212 à XI.214 du Code de droit économique, la disposition nouvelle aurait pour effet d'omettre la dérogation prévue actuellement par cet article 1^{er}*quinquies* en ce qui concerne les utilisations de phonogrammes et donc qu'en vertu de l'article 1^{er} du même arrêté royal, l'entrée en vigueur des articles XI.212 à XI.214 du Code, s'agissant de ces utilisations, serait fixée au 1^{er} janvier 2015.

Dans l'optique qui est celle de l'auteur du projet, il conviendrait, sous réserve de l'observation n° 2, de maintenir l'article 1^{er}*quinquies* actuel, qui deviendrait l'alinéa 1^{er} de cette disposition, et d'insérer à sa suite un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles XI.212 à XI.214 du Code de droit économique entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2019 en ce qui concerne l'utilisation de films visée à l'article XI.213 du Code précité ».

Dans la phrase liminaire de l'article 1^{er} du projet, *in fine*, les mots « inséré par l'arrêté royal du 19 décembre 2014 et remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 2016 » seront remplacés par les mots « remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 2016 et modifié par l'arrêté royal du 5 mars 2017 ».

¹ Il est en outre observé incidemment que, dans la version française de la phrase introductive de l'article 1^{er} du projet, il manque, *in fine*, les mots « , est remplacé par ce qui suit : ».

1.2. Ceci étant, plus fondamentalement, le projet à l'examen induira des différences de traitement selon que ce sont des phonogrammes ou des films qui sont utilisés au sens des articles XI.212 et XI.213 du Code de droit économique, d'une part, entre les artistes, interprètes, exécutants et producteurs et, d'autre part, entre les utilisateurs respectivement concernés.

Au-delà des explications figurant dans le préambule du projet, qui portent essentiellement sur l'absence de consensus au sein des organes de concertation concernés au sujet de la rémunération pour l'utilisation de films, une justification doit pouvoir être apportée, sur le fond cette fois, à ces différences de traitement au regard des principes d'égalité et de non-discrimination combinés à l'article 108 de la Constitution, aux termes duquel le Roi ne peut « jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution ».

La seule circonstance, invoquée à l'alinéa 6 du préambule, selon laquelle, en vertu de l'article 49 de la loi du 19 avril 2014, le Roi peut fixer la date d'entrée en vigueur de l'ensemble ou d'une partie de chaque disposition insérée par cette loi, ne peut bien évidemment servir de fondement, en soi, à la justification de ces différences de traitement.

2. Conformément à ce qu'envisage le projet, il y a lieu par ailleurs d'omettre la mention de l'article XI.253, § 2, dernier alinéa, du Code de droit économique dans l'actuel alinéa unique, devenant l'alinéa 1^{er}, de l'article 1^{er} *quinquies* de l'arrêté royal du 19 avril 2014, et ce pour les motifs suivants :

- l'objet de l'article XI.253, § 2, actuel du Code de droit économique sera réglé par l'article XI.265 nouveau du même Code, inséré par l'article 68 de la loi du 8 juin 2017, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018 en vertu de l'article 11 de l'arrêté royal dont le projet précité fait l'objet de l'avis n° 62.517/2 donné ce jour ² ;

- le quatrième et dernier alinéa de cet article XI.265 nouveau du Code correspond à l'article XI.253, § 2, quatrième et dernier alinéa, du Code dans sa version actuelle ; cet alinéa concerne la création, par les sociétés de gestion qui gèrent les droits d'auteur et les droits voisins relatifs à l'exécution publique de phonogrammes et de films, d'une plate-forme unique pour la perception des droits précités ;

- cet alinéa 4 de l'article XI.265 nouveau précise, dans ses mots liminaires, que ce ne sera qu'« [à] une date fixée par le Roi » que cet alinéa sera applicable.

*

² Voir aussi l'observation n° 2 formulée sur le préambule.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 10 van de wet van 10 april 2014 ‘houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI “Intellectuele eigendom” van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’ luidt als volgt:

“De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van het geheel of een deel van elk van de artikelen van deze wet en van elke bepaling ingevoegd door deze wet in het Wetboek van economisch recht.”

Aangezien in het ontwerp niet bepaald wordt op welke datum enig artikel of enig deel van een artikel van die wet van 10 april 2014 of enige bepaling die bij die wet in het Wetboek van economisch recht ingevoegd is, in werking treedt, dient het eerste lid van de aanhef weggelaten te worden.

2. Artikel XI.253 van het Wetboek van economisch recht wordt vervangen bij artikel 48 van de wet van 8 juni 2017 ‘tot omzetting in Belgisch recht van de richtlijn 2014/26/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 betreffende het collectieve beheer van auteursrechten en naburige rechten en de multiterritoriale licentieverlening van rechten inzake muziekwerken voor het online gebruik ervan op de interne markt’. Dat artikel 48 zal op 1 januari 2018 in werking treden krachtens artikel 11 van het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de administratieve en boekhoudkundige organisatie, de interne controle, de boekhouding en de jaarrekeningen van de vennootschappen voor het beheer van auteursrechten en naburige rechten alsook de informatie die ze moeten verschaffen’, waarover vandaag advies 62.517/2 gegeven is. Wat aan de orde is in het huidige artikel XI.253, § 2, vierde lid, van het Wetboek zal in de toekomst geregeld worden bij artikel XI.265, vierde lid, van datzelfde Wetboek, zoals dat artikel vervangen wordt bij artikel 68 van de wet van 8 juni 2017, welk artikel eveneens op 1 januari 2018 in werking dient te treden krachtens artikel 11 van dat ontwerp van koninklijk besluit, waarover vandaag advies 62.517/2 gegeven is.

Daaruit volgt dat in het derde lid van de aanhef niet naar het huidige artikel XI.253, § 2, vierde lid, van het Wetboek van economisch recht verwezen behoort te worden. Evenmin behoort verwezen te worden naar artikel XI.265, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, dat overeenstemt met het huidige artikel XI.253, § 2, vierde lid, aangezien dat vierde lid voorziet in een machtiging aan de Koning waaraan bij het voorliggende ontwerp geen uitvoering gegeven wordt. Op dit punt wordt verwezen naar opmerking 2 over het dispositief.

DISPOSITIEF

1.1. Uit het dossier, en in het bijzonder uit de aanhef van het ontwerp, volgt dat het de bedoeling van de steller ervan is om de inwerkingtreding van de artikelen XI.212 tot XI.214 van het Wetboek van economisch recht, welke artikelen ingevoegd zijn bij artikel 3 van de wet van 19 april 2014 ‘houdende invoeging van boek XI, “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek’, uit te stellen tot 1 januari 2019 wat betreft de in artikel XI.213 van hetzelfde Wetboek bedoelde billijke vergoeding voor de openbare uitvoering of de uitzending via de omroep van films, terwijl hij de inwerkingtreding van dezelfde bepalingen wat het gebruik van fonogrammen betreft, op 1 januari 2018 wil behouden, zoals bepaald wordt in artikel 1*quinquies* van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI “Intellectuele eigendom” van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’.

De methode die gebruikt wordt om die bedoeling weer te geven is niet geschikt,¹ aangezien door de volledige vervanging van artikel 1*quinquies* van het voornoemde koninklijk besluit van 19 april 2014 bij artikel 1 van het voorliggende ontwerp vóór de inwerkingtreding van de artikelen XI.212 tot XI.214 van het Wetboek van economisch recht, de nieuwe bepaling tot gevolg zou hebben dat de afwijkende regeling die thans vervat is in dat artikel 1*quinquies* wat het gebruik van fonogrammen betreft, zou vervallen, en dat krachtens artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit de artikelen XI.212 tot XI.214 van het Wetboek, wat dat gebruik betreft, dus op 1 januari 2015 in werking zouden treden.

¹ Bovendien wordt er terloops op gewezen dat, in de Franse tekst, achteraan in de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp de woorden “, est remplacé par ce qui suit:” ontbreken.

In de optiek van de steller van het ontwerp zou, onder voorbehoud van opmerking 2, hetgeen bepaald wordt in het huidige artikel 1*quinqüies* behouden moeten blijven en het eerste lid van die bepaling moeten worden, en zou daarin een als volgt luidend tweede lid ingevoegd moeten worden:

“In afwijking van het eerste lid treden de artikelen XI.212 tot XI.214 van het Wetboek van economisch recht in werking op 1 januari 2019 wat het gebruik van films bedoeld in artikel XI.213 van het voornoemde Wetboek betreft.”

Achteraan in de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp moeten de woorden “ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 december 2014 en vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 2016,” vervangen worden door de woorden “vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 2016 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 2017,”.

1.2. Fundamenteleler nog is, met dat al, dat het voorliggende ontwerp, naargelang het fonogrammen of films zijn die gebruikt worden in de zin van de artikelen XI.212 en XI.213 van het Wetboek van economisch recht, zal leiden tot een verschillende behandeling tussen kunstenaars, vertolkers, uitvoerders en producenten enerzijds, en tussen de respectieve betrokken gebruikers anderzijds.

Bovenop de uitleg die in de aanhef van het ontwerp opgenomen is en die voornamelijk betrekking heeft op het gebrek aan consensus binnen de betrokken overlegorganen in verband met de vergoeding voor het gebruik van films, dienen redenen opgegeven te worden, die deze keer de grond van de zaak raken, voor die verschillen in behandeling in het licht van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie in combinatie met artikel 108 van de Grondwet naar luid waarvan de Koning “de wetten zelf [nooit mag] schorsen [noch] nooit vrijstelling van hun uitvoering [mag] verlenen”.

De in het zesde lid van de aanhef aangevoerde loutere omstandigheid dat de Koning krachtens artikel 49 van de wet van 19 april 2014 de datum van inwerkingtreding kan bepalen van het geheel of een deel van elke bepaling die bij die wet ingevoegd is, kan uit de aard der zaak op zich geen gegronde reden opleveren voor die verschillen in behandeling.

2. Overeenkomstig hetgeen met het ontwerp overwogen wordt, dient de vermelding van artikel XI.253, § 2, laatste lid, van het Wetboek van economisch recht overigens weggelaten te worden uit het huidige enige lid, dat het eerste lid wordt, van artikel 1*quinqüies* van het koninklijk besluit van 19 april 2014, en wel om de volgende redenen:

- wat aan de orde is in het huidige artikel XI.253, § 2, van het Wetboek van economisch recht zal in de toekomst geregeld worden bij het nieuwe artikel XI.265 van hetzelfde Wetboek, dat daarin ingevoegd wordt bij artikel 68 van de wet van 8 juni 2017, welk artikel op 1 januari 2018 in werking treedt krachtens artikel 11 van het ontwerp van koninklijk besluit waarover vandaag advies 62.517/2 gegeven is;²

² Zie ook opmerking 2 in verband met de aanhef.

- het vierde en laatste lid van dat nieuwe artikel XI.265 van het Wetboek stemt overeen met artikel XI.253, § 2, vierde en laatste lid, van het Wetboek in zijn huidige versie; dat lid heeft betrekking op de oprichting, door de beheersvennootschappen die de auteursrechten en de naburige rechten op de openbare uitvoering van fonogrammen en films beheren, van een uniek platform voor de inning van voornoemde rechten;

- in de inleidende woorden van dat vierde lid van het nieuwe artikel XI.265 wordt bepaald dat dit lid pas “vanaf de door de Koning bepaalde datum” van toepassing zal zijn.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT